

Questions orales

Étant donné que le ministre des Finances n'a pas tenu les promesses faites dans son exposé économique et financier, qu'entend-il faire au juste?

L'hon. Paul Martin (ministre des Finances et ministre chargé du Bureau fédéral de développement régional (Québec), Lib.): Monsieur le Président, comme c'est souvent le cas, cette question est sans fondement.

Le fait est que, la première année de notre arrivée au pouvoir, on a créé plus de 430 000 emplois au Canada. Depuis novembre de l'année dernière, le secteur privé a créé plus de 230 000 emplois.

Il est vrai qu'il y a eu des suppressions d'emplois dans le secteur public, que ce soit aux niveaux fédéral, provincial ou municipal. Je trouve surprenant que le Parti réformiste ne dise pas que c'est parce que les gouvernements sabrent dans leurs dépenses. Il y a eu beaucoup moins de suppressions d'emplois dans le secteur public que si on avait mis en oeuvre la politique de la terre brûlée que prône le Parti réformiste.

Nous sommes arrivés au pouvoir en ayant bien l'intention de mettre un terme à la terrible politique destructrice du gouvernement précédent pour lequel le député a travaillé. C'est ce que nous avons fait et l'économie canadienne est maintenant bien placée pour profiter d'une croissance durable à long terme.

• (1130)

M. Stephen Harper (Calgary-Ouest, Réf.): Monsieur le Président, j'ai quitté le Parti conservateur en 1986 parce qu'il avait une politique économique semblable à celle du ministre. Il est surprenant qu'il lui ait fallu dix ans pour comprendre cela.

Hier, la firme de courtage en valeurs mobilières Wood Gundy a critiqué très sévèrement la politique du gouvernement sur les plans de l'emploi et de la croissance. Le rapport dit ceci: «Dans toute la période d'après-guerre, la reprise des dépenses intérieures n'a jamais été aussi faible et cela s'explique par les augmentations d'impôt et les impôts élevés.»

Le ministre des Finances reconnaît-il que le Canada a besoin d'une politique financière conduisant à une réduction du fardeau fiscal dans le prochain budget?

L'hon. Paul Martin (ministre des Finances et ministre chargé du Bureau fédéral de développement régional (Québec), Lib.): Monsieur le Président, lorsque mon collègue lit ces études, il devrait toutes les lire.

Il est clair que, en tant que pays exportateur important, nous sommes touchés par les problèmes économiques que connaissent le Japon et les États-Unis. Cela va évidemment avoir une incidence sur nous.

Des voix: Oh, oh!

M. Martin (LaSalle-Émard): Monsieur le Président, je tiens à dire que nos vis-à-vis ont l'air d'un troupeau de vaches en chaleur.

M. Stinson: Vous êtes bien placés pour le savoir.

M. Martin (LaSalle-Émard): Monsieur le Président, mes propos ne sont pas non parlementaires.

M. Stephen Harper (Calgary-Ouest, Réf.): Monsieur le Président, je pense que le ministre ne devrait pas étaler son manque de connaissances du secteur du boeuf.

Ce sont les dépenses intérieures qui n'ont pas repris depuis 1991, parce que les gouvernements fédéral et provinciaux sont venus prendre plus de 12 milliards de dollars dans les poches des consommateurs, sous forme d'augmentation d'impôts, ce qui représente 155 \$ de plus d'impôts pour tous les Canadiens, chaque année.

Le gouvernement va-t-il reconnaître qu'il a augmenté les impôts parce qu'il a seulement des objectifs progressifs en ce qui concerne la réduction du déficit, au lieu d'une date ferme pour l'élimination complète du déficit?

L'hon. Paul Martin (ministre des Finances et ministre chargé du Bureau fédéral de développement régional (Québec), Lib.): Monsieur le Président, je me reporte à nouveau à l'étude et je tiens à signaler que les augmentations d'impôts de 12 milliards de dollars dont le député a parlé remontent, en fait, à l'époque du gouvernement précédent pour le compte duquel mon vis-à-vis a travaillé avec ardeur avant de décider de l'abandonner.

Le fait est que, ni dans son premier budget ni dans son deuxième, le gouvernement n'a augmenté les impôts des particuliers d'un sou. Les 39 augmentations d'impôts dont il est question sont attribuables au gouvernement précédent.

Je dois dire que je suis très fier d'avoir un troupeau de bovins de boucherie et lorsque j'entends les réformistes, je sais pertinemment qu'ils ressemblent à un troupeau de vaches en chaleur.

* * *

[Français]

LES SUBVENTIONS GOUVERNEMENTALES

M. Antoine Dubé (Lévis, BQ): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre.

Hier, en réponse à l'une de mes questions, le ministre du Développement des ressources humaines a déclaré qu'il accepterait de parrainer un projet à l'intention des jeunes de mon comté, à condition que je vote non lors du référendum du 30 octobre, et je cite: «Je suis très heureux de lui dire que je lui assurerai mon appui à l'égard de ce projet s'il peut m'assurer qu'il appuiera le non le 30 octobre.»

Le premier ministre ne trouve-t-il pas indécent que son ministre du Développement des ressources humaines lie formellement l'octroi de subventions à des organismes de mon comté à mes opinions politiques.

[Traduction]

M. Maurizio Bevilacqua (secrétaire parlementaire du ministre du Développement des ressources humaines, Lib.): Monsieur le Président, je remercie le député de sa question. Elle nous amène surtout à nous demander ce que le gouvernement fait pour les jeunes dans notre pays.